

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 1981

[S - C - 2002/29270]

16 MAI 2002. — Décret relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et missions*

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° promotion de la santé : la promotion de la santé, telle que définie à l'article 1^{er} du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française;

2° service : le Service de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur exerçant les missions prévues par le présent décret dans l'enseignement supérieur subventionné par la Communauté française;

3° centre : le Centre psycho-médico-social de la Communauté française exerçant les missions prévues par le présent décret dans l'enseignement supérieur organisé par la Communauté française;

4° pouvoir organisateur : la personne de droit public ou la personne morale de droit privé qui organise les services visés au 2° du présent article;

5° prophylaxie : l'ensemble des mesures permettant d'éviter l'apparition, le développement et la propagation des maladies transmissibles, à l'exception de toute mesure de vaccination obligatoire;

6° enseignement supérieur hors universités, ci-après dénommé enseignement supérieur : l'enseignement supérieur en hautes écoles, tel qu'organisé par le décret du 5 août 1995, l'enseignement supérieur artistique, tel qu'organisé par les décrets des 17 mai 1999 et 20 décembre 2001, et l'enseignement de l'architecture, tel qu'organisé par la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture.

Art. 2. La promotion de la santé dans l'enseignement supérieur consiste en :

1° l'organisation de programmes de promotion de la santé et de promotion d'un environnement scolaire favorable à la santé, tels que précisés à l'article 5;

2° la réalisation d'un bilan de santé individuel des étudiants, tel que précisé à l'article 6;

3° l'organisation de points-santé, tels que précisés à l'article 7;

4° la prophylaxie et le dépistage des maladies transmissibles, telles que précisées à l'article 8;

5° l'établissement d'un recueil standardisé de données sanitaires, tel que précisé à l'article 9.

Art. 3. La promotion de la santé dans l'enseignement supérieur (PSES) est obligatoire et gratuite.

Art. 4. § 1^{er}. Pour l'enseignement supérieur organisé par la Communauté française, la promotion de la santé est exercée par les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française.

§ 2. Pour l'enseignement supérieur subventionné par la Communauté française, la promotion de la santé est exercée par les services agréés selon les dispositions du présent décret.

Art. 5. Les programmes de promotion de la santé sont réalisés en fonction du projet-santé élaboré par le service ou le centre, après avis de l'organe de gestion, sur avis du conseil social de la haute école, de l'Ecole supérieure des arts ou de l'Institut supérieur d'architecture. Le projet-santé est un document public. Il est distribué aux étudiants au plus tard le jour de leur inscription.

L'agenda des programmes de promotion de la santé est élaboré en concertation avec l'autorité de la haute école ou la direction de l'Ecole supérieure des arts ou de l'Institut supérieur d'architecture.

Les programmes visés aux alinéas précédents peuvent concerner les problèmes de santé mentale et d'assuétudes, la vie affective et sexuelle, la prévention des maladies sexuellement transmissibles, la santé dans le sport, l'alimentation, l'environnement, l'utilisation des structures de santé ou toutes autres problématiques de santé spécifiques à la population étudiante.

Art. 6. § 1^{er}. Un bilan de santé individuel est organisé pour chaque étudiant qui s'inscrit pour la première fois dans l'enseignement supérieur.

En outre, une ou plusieurs consultations complémentaires peuvent être proposées à certains étudiants. L'organisation de ces consultations complémentaires est laissée à l'appréciation du service ou du centre, qui agit soit d'initiative, soit à la demande de l'autorité de la haute école ou de la direction de l'Ecole supérieure des arts ou de l'Institut supérieur d'architecture.

§ 2. Les bilans, réalisés sous la responsabilité du médecin, comprennent au minimum une anamnèse bio-psycho-sociale, un examen clinique général, un examen auditif, visuel et biométrique, et une analyse des urines.

Les bilans sont organisés dans les locaux du service ou du centre.

L'étudiant est convoqué personnellement par l'intermédiaire du secrétariat de la haute école, de l'Ecole supérieure des arts ou de l'Institut supérieur d'architecture.

Le médecin du service ou du centre qui a procédé au bilan de santé individuel communique les conclusions de cet examen à l'étudiant, dans des termes empruntés autant que possible au langage courant.

§ 3. Le Gouvernement fixe les modalités particulières selon lesquelles les données individuelles relatives à la santé des étudiants sont transmises aux services et aux centres par le dernier service ou centre qui a eu l'étudiant sous tutelle. Cette transmission se fait dans le respect du secret médical et professionnel.

Art. 7. § 1^{er}. Le service et le centre organisent dans ou à proximité de chaque haute école, école supérieure des arts ou institut supérieur d'architecture, un point-santé. Lorsqu'une haute école, une Ecole supérieure des arts ou un Institut supérieur d'architecture dispose d'implantations situées dans des communes différentes, des points-santé décentralisés peuvent être organisés dans chacune de ces communes.

§ 2. Les permanences dans les points-santé sont tenues soit par le personnel médical, soit par le personnel infirmier ou paramédical.

La mission de ce personnel est d'écouter les étudiants, de leur apporter des informations et des conseils en santé, de leur proposer éventuellement une consultation complémentaire et de les orienter, si nécessaire, vers les structures de santé existantes en Communauté française.

§ 3. Le Gouvernement fixe la fréquence et la durée minimales des permanences organisées dans les points-santé, dans le respect des prestations fixées pour ces personnels selon leur statut particulier.

Art. 8. Le Gouvernement fixe la liste des maladies transmissibles impliquant la mise en oeuvre de mesures de prophylaxie et de dépistage, pour éviter leur propagation dans le milieu étudiant.

Il fixe également les modalités de mise en oeuvre des mesures visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 9. § 1^{er}. L'établissement du recueil standardisé d'informations sanitaires doit contribuer à une définition des besoins locaux en matière de santé et à l'élaboration d'une politique communautaire pour la santé des jeunes.

Le Gouvernement fixe le modèle de ce recueil, ainsi que le contenu des informations sanitaires qui y sont reprises. Il fixe également les modalités de transfert et de traitement de ces informations, dans le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 2. Dans l'accomplissement de leurs missions, les services ou le personnel des centres organisent la collaboration avec les intervenants suivants :

- 1° les centres locaux de promotion de la santé;
- 2° les services de prévention et de protection du travail visés par la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Art. 10. Les membres du personnel des services et des centres suivent une formation continuée.

Art. 11. Le Gouvernement fixe les modalités de coordination du personnel du service ou du centre.

Il fixe également les modalités de coordination entre différents services ou centres travaillant dans différentes implantations d'une même haute école, d'une même école supérieure des arts ou d'un même institut supérieur d'architecture.

Art. 12. § 1^{er}. Toutes les mesures individuelles ou générales d'ordre prophylactique à l'égard des étudiants sont prises par le médecin du service ou du centre.

Le médecin avertit de ses décisions l'autorité de la haute école ou la direction de l'Ecole supérieure des arts ou de l'Institut supérieur d'architecture.

Les décisions du médecin lient les étudiants, le pouvoir organisateur et le personnel de la haute école, de l'Ecole supérieure des arts ou de l'Institut supérieur d'architecture.

§ 2. Un recours non suspensif est ouvert auprès du médecin-fonctionnaire des services du Gouvernement visé à l'article 21, contre toute décision qui interdit temporairement ou définitivement l'accès de la haute école, de l'Ecole supérieure des arts ou de l'Institut supérieur d'architecture à un étudiant, en raison du risque que présente son état de santé pour l'entourage.

Ce recours peut être introduit par le pouvoir organisateur de la haute école, de l'Ecole supérieure des arts ou de l'Institut supérieur d'architecture, ou par l'étudiant.

Art. 13. Au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année, la haute école ou l'école supérieure des arts ou l'institut supérieur d'architecture adresse au service ou au centre auquel il ou elle a confié la mission de promotion de la santé :

- 1° la liste des étudiants inscrits à la date du 15 novembre;
- 2° la liste des étudiants soumis à l'obligation du bilan de santé individuel visé à l'article 6.

CHAPITRE II. — Conditions, procédure et modalités d'agrément

Art. 14. Le service peut être organisé par une personne de droit public ou une personne morale de droit privé.

Il doit disposer de locaux permettant l'organisation des bilans de santé visés à l'article 6, répondant aux conditions fixées par le Gouvernement.

Art. 15. § 1^{er}. Le service est composé de personnel médical, de personnel infirmier et de personnel administratif.

Il comprend au minimum un équivalent mi-temps de personnel médical, et un équivalent temps plein de personnel infirmier.

§ 2. Le personnel visé au § 1^{er} doit répondre aux conditions de qualification suivantes :

1° personnel médical : être titulaire du diplôme de docteur en médecine, et soit du certificat de médecine scolaire, soit du diplôme d'études spécialisées en santé publique;

2° personnel infirmier : être titulaire du diplôme d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e) délivrés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier et d'infirmière, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e), ou du décret du 5 août 1995 fixant l'Organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles;

3° personnel administratif : être en possession du certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

La durée minimale des prestations de chaque membre du personnel médical est de quarante heures par mois. Pour atteindre cette durée minimale, il peut être tenu compte de l'horaire presté par le personnel médical en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école.

§ 3. Le pouvoir organisateur du service désigne le médecin qui exerce la fonction de responsable du service.

Art. 16. Les membres du personnel infirmier et les médecins responsables de service suivent une formation continuée, dont la durée est fixée par le Gouvernement, sans cependant pouvoir être inférieure à deux jours et supérieure à dix jours par année scolaire.

Les objectifs de la formation continuée sont :

- 1° l'entretien et le développement des compétences nécessaires à l'exercice de la profession;
- 2° la prise de recul par rapport à sa pratique et la mise à jour des connaissances et des aptitudes professionnelles dans la fonction exercée;
- 3° la capacité de participer à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation du projet-santé visé à l'article 5.

Le Gouvernement fixe les programmes de formation continuée. Il fixe également les modalités de l'organisation de cette formation.

Art. 17. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur du service, en collaboration avec celui-ci, doit établir avec chaque haute école, Ecole supérieure des arts ou Institut supérieur d'architecture qui l'a choisi pour exercer les missions visées à l'article 2, une convention prévoyant les moyens et la manière de mettre en œuvre ces missions.

Lorsqu'une haute école, une école supérieure des arts ou un institut supérieur d'architecture dispose d'implantations différentes, elle peut passer plusieurs conventions avec plusieurs pouvoirs organisateurs de service.

§ 2. Le Gouvernement fixe un modèle de convention-cadre, à utiliser par tous les pouvoirs organisateurs de service.

Cette convention-cadre doit au minimum contenir les éléments suivants

- 1° le projet-santé visé à l'article 5;
- 2° le lieu où se dérouleront les bilans de santé;
- 3° le lieu où seront établis les points-santé, ainsi que les horaires de permanence;
- 4° la composition du service;
- 5° les modalités de transmission des informations.

§ 3. Le Gouvernement fixe également la durée de la convention. Celle-ci ne peut être inférieure à trois années académiques, et doit être un multiple d'une année académique.

Art. 18. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi et de retrait d'agrément des services.

§ 2. Les procédures prévoient, au moins :

- 1° les modalités d'introduction de demande d'octroi d'agrément;
- 2° les modalités de forme et de délai selon lesquelles doivent être prises les décisions d'octroi, de refus ou de retrait d'agrément;
- 3° les modalités et conditions de suspension ou de suppression de l'octroi des subventions;
- 4° la possibilité d'introduire un recours contre les décisions de refus ou de retrait d'agrément et contre les décisions de suspension ou de suppression des subventions, les modalités de ce recours, et la possibilité pour le pouvoir organisateur du service d'être entendu lors de ce recours;
- 5° la durée des agréments.

Art. 19. Les services bénéficient d'une subvention globale, calculée sur base d'une subvention forfaitaire par étudiant régulièrement inscrit dans les hautes écoles, les Ecoles supérieures des arts et les Instituts supérieurs d'architecture avec lesquelles ils ont conclu une convention, conformément à l'article 17.

Le Gouvernement fixe le montant de la subvention forfaitaire visée à l'alinéa précédent.

La subvention sert à couvrir l'ensemble des frais de personnel, d'équipement et de fonctionnement nécessaires au service pour accomplir ses missions.

Art. 20. Le Gouvernement fixe les modalités de liquidation et de justification des subventions visées au présent chapitre.

En cas de non-respect des obligations du présent décret, des sanctions pécuniaires peuvent être prises à l'encontre des pouvoirs organisateurs de service. Ces sanctions consistent en suspension ou retrait de tout ou partie des subventions.

Les sanctions pécuniaires et leurs modalités d'application sont fixées par le Gouvernement, sans préjudice de l'article 18, § 2, 4°.

CHAPITRE III. — *Le Contrôle*

Art. 21. Les fonctionnaires de l'inspection des services du Gouvernement, désignés par celui-ci, ont pour missions :

1° de veiller à ce que les services remplissent toutes les obligations qui leur incombent en vertu du présent décret et des arrêtés d'exécution pris en vertu de celui-ci;

2° de provoquer, s'il y a lieu, un examen prophylactique des étudiants, selon les modalités visées à l'article 8, alinéa 2;

3° de constater les infractions aux dispositions du présent décret ou prises en vertu de celui-ci;

4° après constatation des infractions, de mettre en œuvre la procédure des sanctions pécuniaires visées à l'article 20, alinéa 2.

Art. 22. Chaque année, les services et les centres envoient à l'administration un rapport annuel, dont le modèle et le contenu sont fixés par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Dispositions pénales*

Art. 23. Est puni d'une amende de vingt-six à deux cents euros et d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une de ces peines seulement le directeur-président de la haute école, le directeur de l'École supérieure des arts ou de l'Institut supérieur d'architecture qui ne se conforme pas aux décisions prises en vertu de l'article 12 en matière de prophylaxie générale.

Art. 24. Toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, sans exception de son chapitre VII, ni de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent décret ainsi qu'aux infractions aux arrêtés d'exécution pris en vertu de celui-ci.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 25. Pour l'application de l'article 15, § 2, sont considérés comme possédant la qualification exigée les membres du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, exerçaient effectivement la fonction pour laquelle la qualification est exigée, en vertu des dispositions légales et réglementaires antérieures.

Art. 26. Durant les années académiques 2002-2003 et 2003-2004, le programme de formation sera approuvé par le Gouvernement.

Des subventions seront octroyées aux opérateurs autorisés à prendre en charge les formations, sur base du programme approuvé conformément à l'alinéa précédent.

Art. 27. Un § 9, rédigé comme suit, est ajouté à l'article 28 du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école :

« La commission peut donner au Gouvernement, soit d'initiative, soit à sa demande, des avis sur tout problème concernant la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur.

Lorsqu'un tel avis est mis à l'ordre du jour d'une séance de la commission, sont représentés à cette séance le ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, avec voix consultative, le Service général des hautes écoles et de l'enseignement artistique du niveau supérieur, avec voix délibérative, et deux représentants des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire, avec voix délibérative. »

Art. 28. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL.

—
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 267-1. — Amendements de commission, n° 267-2. — Rapport, n° 267-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 14 mai 2002.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 1981

[S - C - 2002/29270]

16 MEI 2002. — Decreet betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en opdrachten*

Artikel 1. In dit decreet verstaat men onder :

1° gezondheidspromotie : de bevordering van de gezondheid, zoals bepaald in artikel 1 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap;

2° dienst : de dienst voor de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs die de opdrachten, bepaald in dit decreet, vervult in het hoger onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd;

3° centrum : het psycho-medisch-sociaal centrum van de Franse Gemeenschap dat de opdrachten, bepaald in dit decreet, vervult in het hoger onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt ingericht;

4° inrichtende macht : publiekrechtelijke persoon of privaatrechtelijke rechtspersoon die de in 2° van dit artikel bedoelde diensten inricht;

5° preventie : het geheel van maatregelen om het opduiken, ontwikkelen en verspreiden van overdraagbare ziekten tegen te gaan, met uitzondering van elke maatregel van verplichte inenting;

6° hoger onderwijs buiten de universiteit, hierna hoger onderwijs : het hoger onderwijs in hogescholen, zoals ingericht door het decreet van 5 augustus 1995, het hoger kunstonderwijs, zoals ingericht door de decreten van 17 mei 1999 en 20 december 2001, en het architectuuronderwijs, zoals ingericht door de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het architectuuronderwijs.

Art. 2. De gezondheidspromotie in het hoger onderwijs bestaat in :

1° het invoeren van programma's voor de gezondheidspromotie en de promotie van een schoolomgeving die de gezondheid ten goede komt, zoals verduidelijkt in artikel 5;

2° de medische opvolging van de studenten, welke bestaat uit individuele check-ups, zoals verduidelijkt in artikel 6;

3° het organiseren van medische informatiecentra, zoals verduidelijkt in artikel 7;

3° de preventie en opsporing van overdraagbare ziekten, zoals verduidelijkt in artikel 8;

4° de oppuntstelling van een uniforme verzameling gegevens over de gezondheid, zoals verduidelijkt in artikel 9.

Art. 3. De gezondheidspromotie in het hoger onderwijs (GPHO) is verplicht en gratis.

Art. 4. § 1. Voor het hoger onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap wordt de gezondheidspromotie verricht in de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Voor het hoger onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt de gezondheidspromotie verricht door de erkende diensten, naargelang de bepalingen van dit decreet.

Art. 5. De programma's voor gezondheidspromotie worden gerealiseerd op basis van het gezondheidsproject dat wordt uitgewerkt door de dienst of het centrum, na advies van het beheersorgaan, op advies van de sociale raad van de hogeschool, de hogeschool voor kunsten of het hoger instituut voor architectuur. Het gezondheidsproject is een publiek document. Het wordt uitgedeeld aan de studenten uiterlijk op de dag van hun inschrijving.

De agenda van de programma's voor gezondheidspromotie wordt opgemaakt in overleg met de overheid van de hogeschool of de directie van de hogeschool voor kunsten of het hoger instituut voor architectuur.

De in vorge leden bedoelde programma's kunnen betrekking hebben op mentale gezondheids- en gewinningsproblemen, het liefdes- en seksleven, de preventie van seksueel overdraagbare ziekten, de gezondheid in de sport, de voeding, de omgeving, het gebruik van de gezondheidsstructuren of alle andere specifieke gezondheidsproblemen die betrekking hebben op de studentenbevolking.

Art. 6. § 1. Iedere student die zich voor de eerste keer inschrijft in het hoger onderwijs wordt onderworpen aan een individuele medische check-up.

Daarnaast kunnen een of meerdere bijkomende raadplegingen worden voorgesteld aan sommige studenten. De dienst of het centrum, welke ofwel op eigen initiatief handelt, ofwel op verzoek van de overheid van de hogeschool of van de directie van de hogeschool voor kunsten of het hoger instituut voor architectuur, beslist over de wenselijkheid van deze bijkomende raadplegingen.

§ 2. Deze check-ups gebeuren onder de verantwoordelijkheid van de geneesheer en omvatten minstens een bio-psycho-sociale voorgeschiedenis, een algemeen klinisch onderzoek, een onderzoek van het gehoor, het zicht en de biometrie alsook een urineanalyse.

De check-ups vinden plaats in de lokalen van de dienst of van het centrum.

De student wordt persoonlijk uitgenodigd via het secretariaat van de hogeschool, van de hogeschool voor kunsten of van het hoger instituut voor architectuur.

De geneesheer van de dienst of van het centrum die de medische individuele check-up heeft verricht, stuurt de resultaten hiervan naar de student en gebruikt hierin een zo verstaanbaar mogelijke taal.

§ 3. De regering bepaalt de bijzondere wijzen volgende dewelke de persoonlijke medische gegevens van de studenten verzonden worden naar de diensten en naar de centra door de laatste dienst of het laatste centrum waar de student onder toezicht stond. Deze verzending gebeurt overeenkomstig het medisch en beroepsgeheim.

Art. 7. § 1. De dienst en het centrum organiseren in of in de nabijheid van elke hogeschool, hogeschool voor kunsten of hoger instituut voor architectuur een medisch informatiecentrum. Wanneer een hogeschool, een hogeschool voor kunsten of een hoger instituut voor architectuur vestigingen hebben in verschillende gemeenten, kunnen gedecentraliseerde informatiecentra georganiseerd worden in elkeen van deze gemeenten.

§ 2. De permanenties in deze medische informatiecentra worden gehouden door ofwel het medisch personeel, ofwel het verplegend of paramedisch personeel.

Dit personeel heeft als taak te luisteren naar de studenten, hen informatie en raad te geven op het vlak van de gezondheid, hen eventueel een bijkomende raadpleging voor te stellen en hen, desnoods, te verwijzen naar de bestaande gezondheidsinfrastructuren in de Franse Gemeenschap.

§ 3. De Regering bepaalt de regelmaat en de minimumduur van de in deze medische informatiecentra georganiseerde permanenties, rekening houdend met de prestaties van dit personeel vastgelegd in hun bijzonder statuut.

Art. 8. De regering stelt de lijst op van de overdraagbare ziekten tegen dewelke preventieve opsporingsmaatregelen getroffen moeten worden teneinde hun verspreiding in het studentenmilieu tegen te gaan.

Zij bepaalt tevens de wijzen voor de uitvoering van deze in het eerste lid bedoelde maatregelen.

Art. 9. § 1. De opmaak van de uniforme verzameling medische gegevens moet leiden tot de afbakening van de lokale noden inzake gezondheidszorg en tot de uitwerking van een gemeenschapsbeleid voor de gezondheid van de jongeren.

De regering bepaalt het model van deze verzameling alsook de inhoud van de hierin vermelde medische informatie. Zij bepaalt tevens de wijzen voor de overdracht en verwerking van deze gegevens, de bepalingen van de wet van 8 december 1992 houdende de bescherming van de private levenssfeer indachtig bij de verwerking van persoonlijke gegevens.

§ 2. Bij het vervullen van hun opdrachten werken de diensten of het personeel van deze diensten samen met volgende interveniënten :

1° de lokale centra voor gezondheidspromotie;

2° de diensten voor de preventie en de bescherming van het werk, bedoeld in de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitoefening van hun werk.

Art. 10. De personeelsleden van de diensten en van de centra volgen een voortgezette opleiding.

Art. 11. De regering bepaalt de wijzen voor de coördinatie van het personeel van de dienst of van het centrum.

Zij bepaalt tevens de wijzen voor de coördinatie tussen de verschillende diensten of centra die actief zijn in de verschillende vestigingen van eenzelfde hogeschool, eenzelfde hogeschool voor kunsten of eenzelfde hoger instituut voor architectuur.

Art. 12. § 1. Alle individuele of algemene preventie maatregelen ten aanzien van de studenten worden genomen door de geneesheer van de dienst of van het centrum.

De geneesheer maakt zijn beslissingen over aan de overheid van de hogeschool of de directie van de hogeschool voor kunsten of van het hoger instituut voor architectuur.

De beslissingen van de geneesheer binden de studenten, de inrichtende macht en het personeel van de hogeschool, van de hogeschool voor kunsten of van het hoger instituut voor architectuur.

§ 2. Een niet opschortend beroep kan worden ingediend bij de geneesheer-ambtenaar van de diensten van de regering, zoals bedoeld in artikel 21, tegen iedere beslissing die de toegang van een student tot de hogeschool, de hogeschool voor kunsten of het hoger instituut voor architectuur tijdelijk of definitief verbiedt omwille van het risico dat zijn gezondheidstoestand betekent voor zijn omgeving.

Dit beroep kan worden ingeleid door de inrichtende macht van de hogeschool, van de hogeschool voor kunsten of van het hoger instituut voor architectuur of door de student.

Art. 13. Uiterlijk tegen 1 december van ieder jaar bezorgt de hogeschool, de hogeschool voor kunsten of het hoger instituut voor architectuur aan de dienst of het centrum waaraan de opdracht inzake gezondheidspromotie werd toevertrouwd :

1° de lijst van de studenten die op 15 november zijn ingeschreven;

2° de lijst van de studenten die verplicht onderworpen zijn aan het medisch onderzoek, zoals bedoeld in artikel 6.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsvoorwaarden, -procedure en -wijzen*

Art. 14. De dienst kan worden georganiseerd door een publiekrechtelijk persoon of door een privaatrechtelijke rechtspersoon.

Hij moet beschikken over lokalen waar de in artikel 6 bedoelde medische check-ups verricht kunnen worden die voldoen aan de door de regering gestelde voorwaarden.

Art. 15. § 1. De dienst bestaat uit medisch personeel, verplegend personeel en administratief personeel.

Hij bestaat minstens uit een halftijds equivalent aan medisch personeel en uit een voltijds equivalent aan verplegend personeel.

§ 2. Het in § 1 bedoeld personeel moet de volgende bekwaamheidsvereisten vervullen :

1° medisch personeel : houder zijn van het diploma van dokter in de geneeskunde en ofwel van het getuigschrift schoolgeneeskunde, ofwel van het diploma gespecialiseerde studie volksgezondheid;

2° verplegend personeel : houder zijn van het diploma van verloskundige en van gegradueerd verple(e)g(st)er uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de diploma's van verloskundige, verpleger of verpleegster, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 1994 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de diploma's van verloskundige en gegradueerd verple(e)g(st)er of van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;

3° administratief personeel : houder zijn van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs.

De minimumduur van de prestaties van ieder lid van het medisch personeel bedraagt veertig uren per week. Om deze minimumduur te bekomen kan rekening worden gehouden met het door het medisch personeel gespreteerd aantal uren met toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheids promotie op school.

§ 3. De inrichtende macht van de dienst wijst de geneesheer aan die de verantwoordelijkheid heeft over de dienst.

Art. 16. De leden van het verplegend personeel en de verantwoordelijke geneesheren van de dienst volgen een voortgezette opleiding waarvan de duur bepaald is door de regering, zonder dat deze duur evenwel minder dan twee dagen en meer dan tien dagen per schooljaar mag bedragen.

De doelstellingen van de voortgezette opleiding zijn :

- 1° het onderhouden en ontwikkelen van de nodige vaardigheden voor de uitoefening van het beroep;
- 2° de afstand die men moet nemen ten opzichte van zijn praktijk en het op peil houden van de kennis en professionele houding bij de uitoefening van het ambt;
- 3° het vermogen bij te dragen tot de uitwerking, de uitvoering en de evaluatie van het in artikel 5 bedoeld gezondheidsproject.

De regering legt de programma's voor de voortgezette opleiding vast. Zij bepaalt tevens de wijzen voor de organisatie van deze opleiding.

Art. 17. § 1. De inrichtende macht van de dienst moet, in samenwerking hiermee, met de inrichtende macht van iedere hogeschool, hogeschool voor kunsten of hoger instituut voor architectuur die deze gekozen heeft voor het volbrengen van de in artikel 2 bedoelde opdrachten, een overeenkomst sluiten waarin voorzien wordt in de middelen en de wijze waarop deze opdrachten vervuld moeten worden.

Wanneer een hogeschool, een hogeschool voor kunsten of een hoger instituut voor architectuur verschillende vestigingen heeft, kan zij meerdere overeenkomsten sluiten met meerdere inrichtende machten van de dienst.

§ 2. De regering maakt een model van kaderovereenkomst die door alle inrichtende machten van de dienst gebruikt moeten worden.

Deze kaderovereenkomst moet minstens de volgende elementen bevatten :

- 1° het in artikel 5 bedoeld gezondheidsproject;
- 2° de plaats waar de check-ups zullen plaatsvinden;
- 3° de plaats waar de medische informatiecentra zullen komen alsook de uurregeling voor de permanenties;
- 4° de samenstelling van de dienst;
- 5° de wijzen voor de overdracht van de informatie.

§ 3. De regering bepaalt tevens de duur van de overeenkomst. Deze mag niet gesloten worden voor een termijn van minder dan drie schooljaren en moet een veelvoud zijn van één schooljaar.

Art. 18. § 1. De regering bepaalt de procedures voor de toekenning en de intrekking van de erkenning van de diensten.

§ 2. De procedures voorzien minstens in :

- 1° de wijzen voor de indiening van een erkenningaanvraag;
- 2° de vormvereisten en termijnen volgens dewelke de beslissingen tot toekenning, weigering of intrekking van de erkenning genomen moeten worden;
- 3° de wijzen en de voorwaarden voor de schorsing of de opheffing van de toekenning van subsidies;
- 4° de mogelijkheid om een beroep in te stellen tegen de beslissingen tot weigering of intrekking van een erkenning of tegen de beslissingen tot weigering of stopzetting van de subsidies; de modaliteiten van dit beroep en de mogelijkheid voor de inrichtende macht van de dienst om tijdens dit beroep gehoord te worden;
- 5° de duur van de erkenningen.

Art. 19. De diensten krijgen een algemene toelage, berekend op basis van een forfaitaire toelage per regelmatig ingeschreven student in de hogescholen, de hogescholen voor kunsten en de hogere instituten voor architectuur waarmee zij een overeenkomst hebben gesloten, overeenkomstig artikel 17.

De in het vorig lid bedoelde forfaitaire toelage wordt vastgelegd door de regering.

De toelage dient om alle personeels-, voorzienings- en werkingskosten te dekken die nodig zijn voor de dienst om zijn opdrachten te vervullen.

Art. 20. De regering bepaalt de wijzen voor de uitbetaling en de verantwoording van de in dit hoofdstuk bedoelde toelagen.

Wanneer de verbintenissen in dit decreet niet nageleefd worden, kunnen er geldelijke straffen worden uitgesproken tegen de inrichtende machten van de dienst. Deze straffen bestaan in de gehele of gedeeltelijke schorsing of intrekking van de toelagen.

De geldelijke straffen en hun toepassingswijzen worden door de regering bepaald, onverminderd artikel 18, § 2, 4°.

HOOFDSTUK III. — *Het toezicht*

Art. 21. De ambtenaren van de inspectiediensten van de regering, door haar aangeduid, hebben als opdracht :

1° erop toe te zien dat de diensten alle verplichtingen nakomen die hen krachtens dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten opgelegd worden;

2° desgevallend een preventief onderzoek te houden bij de studenten, volgens de wijzen bedoeld in artikel 8, tweede lid;

3° inbreuken op de bepalingen van dit decreet of de bepalingen genomen krachtens dit decreet vast te stellen;

4° na vaststelling van de inbreuken, de procedure van de geldelijke straffen, bedoeld in artikel 20, § 2, op te starten.

Art. 22. Ieder jaar zenden de diensten en de centra naar het bestuur een jaarverslag, waarvan het model en de inhoud vastgelegd worden door de regering.

HOOFDSTUK IV. — *Strafrechtelijke bepalingen*

Art. 23. § 1. Wordt bestraft met een boete van zesentwintig tot tweehonderd euro en een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden of slechts een van beide straffen, de directeur-voorzitter van de hogeschool, de directeur van de hogeschool voor kunsten of van het hoger instituut voor architectuur die zich niet richt naar de beslissingen genomen krachtens van artikel 12 inzake algemene preventie.

Art. 24. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, inclusief het hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken voorzien door dit decreet alsook op de inbreuken vastgelegd in zijn uitvoeringsbesluiten.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 25. Voor de toepassing van artikel 15, § 2, worden beschouwd als houder van de vereiste qualificatie, de personeelsleden die, op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, daadwerkelijk het ambt uitoefenden waarvoor de qualificatie vereist is, krachtens de vroegere wettelijke en reglementaire bepalingen.

Art. 26. Het opleidingsprogramma zal door de regering goedgekeurd worden tijdens de schooljaren 2002-2003 en 2003-2004.

Toelagen zullen worden verleend aan de organen die de opleidingen zullen mogen verstrekken op basis van het programma dat wordt goedgekeurd overeenkomstig het voorgaand lid.

Art. 27. In artikel 28 van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheids promotie op school wordt een § 9 toegevoegd, luidend als volgt :

« De commissie kan aan de Regering, ofwel op eigen initiatief, ofwel op haar verzoek, adviezen verstrekken aangaand ieder probleem inzake de gezondheids promotie in het hoger onderwijs.

Wanneer een dergelijk advies op de agenda wordt geplaatst van een commissievergadering, zijn hierop vertegenwoordigd de minister voor het hoger onderwijs, met raadgevende stem, de algemene dienst van de hogescholen en van het hoger kunstonderwijs, met beraadslagende stem, en twee vertegenwoordigers van de representatieve studentenorganisaties uit de gemeenschap, met beraadslagende stem. »

Art. 28. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 16 mei 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de 'O.N.E.',
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 267-1. — Amendementen in commissie, nr. 267-2. — Verslag, nr. 267-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 mei 2002.